

Le Premier ministre de la Guinée-Bissau chez le Président du Faso

Page 7

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°292 du lundi 6 février 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

L'actualité du gouvernement à la page 7.

**Remise de matériels au district sanitaire de
Tougan:
L'Association Education Sans Frontière (AESF) vole
au secours des populations du Sourou**

page 5



Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



UNIVERSITÉ

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Faso reçoit en audience le Secrétaire général

Région du Centre



Le ministre pausant avec ses hôtes.

Ce lundi 23 janvier 2017, le Secrétaire Général du CAMES a été reçu en audience par le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Faso, Pr Filiga Michel SAWADOGO, par ailleurs

Vice-président du Conseil des Ministres du CAMES.

L'entretien a porté sur plusieurs questions d'intérêt touchant au fonctionnement de l'Institution. Le Pr Bertrand MBATCHI a notamment présenté à Monsieur le Ministre le thème général du

50e anniversaire du CAMES, dont les festivités s'étaleront de mai 2017 à mai 2018, après validation du programme d'activités par le Conseil des Ministres du CAMES, qui se tiendra à Yaoundé au Cameroun, du 22 au 26 mai 2017.

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



ANNONCE

ACTUALITÉS DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Lancement du 18ème Session du Concours d'Agrégation des Sciences Juridiques, Politiques, Economiques et de Gestion (SJPEG)



Après l'appel à candidatures à la 39e session des Comités consultatifs Interafricains (CCI) du CAMES, pour laquelle la plateforme d'inscription sera fermée de manière irrévocable, pour des exigences de qualité, le 15 février 2017, le tour revient au 18ème Session du Concours d'Agrégation des Sciences Juridiques, Politiques, Economiques et de Gestion (SJPEG).

Tout en sachant que « qui veut aller loin, doit ménager sa monture », il nous revient de vous rappeler aussi que « rien ne sert de courir, il faut partir à point ».

L'appel à candidatures au 18ème Session du Concours d'Agrégation des Sciences Juridiques, Politiques, Economiques et de Gestion (SJPEG) est ouvert :

- La date limite de dépôt des dossiers de candidature au siège du CAMES, à Ouagadougou, est fixée au 31 mai 2017, délais de rigueur.
- Aussi, dans le cadre du Programme Silhouette du CAMES, tous les candidats sont invités à soumettre leur dossier en ligne, dans la période du 1er avril au 31 mai 2017, sur la plateforme internet : www.cames.online

Pour en savoir plus sur l'inscription :

<http://www.lecames.org/index.php/formulaire-agregation>





ACTU RÉGION

Violences faites aux enfants Les acteurs communaux et de la société civile sensibilisés sur un phénomène de plus en plus grandissant

Région du Sud-Ouest



Le présidium.

Une rencontre de lutte contre les violences faites aux enfants s'est tenue à Gaoua le 26 janvier 2017 dans le but d'informer et de sensibiliser les acteurs communaux et de la société civile sur l'identification et la dynamisation des mécanismes communautaires de protection des enfants. Au cours de cette rencontre les agents des services techniques de la femme, de la solidarité nationale et de la famille en collaboration avec l'ONG Plan Burkina bureau de Gaoua ont dépeint le tableau sombre face à cette pratique qui malheureusement prend de plus en plus d'ampleur.

Le phénomène de la violence faite aux enfants prend des proportions de plus en plus inquiétantes au Burkina Faso et

spécifiquement dans la région du Sud-Ouest malgré l'existence du dispositif institutionnel de protection des enfants. Ces violences sont d'ordres physiques,

sexuels, verbaux, moraux et psychologiques. Plusieurs facteurs expliquent cela a dit Drissa Tou Directeur Provincial de Femme, de la Solidarité Nationale et de la



L'assitance.

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4

Famille. Il y a le développement de l'orpaillage artisanal, la mobilité précoce des enfants dans la région et surtout la dépersonnalisation de l'enfant qui est considéré comme une chose, une propriété de quelqu'un et bien d'autres choses. Et selon une étude faite en 2008, la violence est réelle et constitue une menace aux enfants au Burkina Faso. Elle indique que 75 à 94% d'adultes affirment avoir entendu parler de violences faites aux enfants.

Au vu de la gravité du phénomène, il était donc nécessaire voire opportun pour les agents en charge de lutte contre la pratique, de renforcer les connaissances et les compétences des élus locaux et des acteurs issus de la société civile par un développement, une compréhension commune et une valorisation de ce mécanisme communautaire de protection des enfants en facilitant leur implication aux bonnes pratiques en matière de cette protection. Les acteurs ont reçu des enseignements qui

portent sur la problématique des violences à l'égard des enfants et l'ampleur des violences au Sud-Ouest et sur le protocole de prise en charge.

Pour l'année 2016 les services de l'action sociale du Sud-Ouest ont enregistré treize(13) cas d'abandons d'enfants, plus de six-cents(600) de violences verbales, quatorze(14) cas d'exploitation sexuelle et plus de vingt (20) cas d'enfants trouvés. Ces violences ont certainement contribué à enregistrer près de cent cinquante cas de grossesses non désirées a indiqué le communicateur Parfait Kambou.

Les participants ont été soumis à définir les mécanismes communautaires de protection des enfants et voir à quoi ils servent. Ils ont aussi été outillés à cerner les rôles et les fonctions des ces mécanismes. S'agissant de la présentation du protocole de prise en charge des enfants victimes de violences, plusieurs principes ont été portés à la connaissance des

participants. Kam Olé les a invités à se les approprier. Ils sont entre autres des principes d'éthiques, d'intervention, de secrets professionnels, de signalement et bien d'autres principes. Le Coordonnateur de l'ONG Plan Burkina, bureau de Gaoua Clément Médah, un des acteurs clé de cette lutte a présenté les différentes actions qu'elle a pu mener allant dans le sens du renforcement des mécanismes communautaires de protection des enfants. La touche particulière à apporter pour davantage lutter contre ces violences est aller maintenant dans les familles, foyers, écoles, les services de l'administration et bien d'autres lieux pour porter l'information a dit Clément Médah. C'est à cela qu'un projet est élaboré pour mieux protéger les enfants dans la zone de couverture de l'ONG Plan Burkina en 2017 a ajouté Clément Médah.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara pour SCI

Remise de matériels au district sanitaire de Tougan: L'Association Education Sans Frontière(AESF) vole au secours des populations du Sourou

Région de la Boucle du Mouhoun

Le district sanitaire de Tougan a reçu le dimanche 29 janvier 2017, un lot de matériel médicotechnique de l'Association Education Sans Frontière et DBL-Koonso du Danemark en présence du premier ministre, Paul Kaba Thiéba. Un geste salutaire au profit des patients de la région de la Boucle du Mouhoun.

Parcourir de longues distances pour passer un examen médical ne serait plus qu'un lointain souvenir pour les populations du Sourou. Elles viennent de bénéficier d'un important don de matériels médicotechniques offerts au district sanitaire de Tougan, ce dimanche 29 janvier 2017. Ce don a été fait par l'Association Education Sans Frontière en partenariat avec DBL-Koonso du Danemark.

La cérémonie de remise s'est déroulée au sein du centre médical en présence du premier ministre Paul Kaba Thiéba, des autorités régionales et des fils de la province qui ne voulaient manquer cet événement. Diéni Lamboué Michel, président de ladite association qui s'est dit tout ému autant que les bénéficiaires. Selon, l'objectif est de répondre aux sollicitations des populations.

La suite à la page 6.



ACTU RÉGION

La Suite de la page 5.



Paul KabaTHIEBA reçoit symboliquement...



....du matériel médicotechnique.

Pour le directeur régional de la santé du Mouhoun, « ce geste témoigne de l'intérêt que l'association apporte aux différents programmes et ce don est en parfaite symbiose avec la vision du gouvernement décliné dans le PNDES ». A l'issue de ces interventions, le premier ministre a reçu un kit complet d'ophtalmologie, symbolisant la remise officielle du matériel au district sanitaire de Tougan. Ensuite, l'opportunité lui a été donné de visiter les locaux de l'hôpital construits en 1956, qui est dans « un état vétuste avec des salles exigües », a constaté le premier ministre avant de souligner l'immense valeur de ces équipements pour la province.

Adama BARRO pour SCI

Liste du matériel médicotechnique	
Désignations	Total
Automate d'hémodialyse	8
Ultra scanner	1
Scialytique mural	2
Fauteuil dentaire complet	4
Echographe	5
Respirateur artificiel	3
Kit complet d'ophtalmologie	1
Amplificateur de brillance	1
Lit pédiatrique+ 1 matelas	1
Moniteur complet	1
Moniteur de paramètre	3
Seringue électrique	16
Ordinateur de bureau	1
Table d'examen	1
Lit d'hospitalisation + matelas	10
Fauteuil roulant médicalisé	1
Table muet	15
tabouret	7
Instruments d'odontologie	Ensemble
Armoire pour instruments d'odontologie	Ensemble
Consommables de chirurgie et de médecine générale	Ensemble



Le Premier ministre de la Guinée-Bissau chez le Président du Faso

Région du Centre



Le Président du Faso recevant son hôte.

Le Premier ministre de la Guinée-Bissau, Monsieur **Umara El Mokhtar Sissoco EMBALO**, a été reçu en audience par le Président du Faso, Son Excellence Monsieur **Roch Marc Christian KABORE** en fin de matinée du vendredi 03 février 2017.

A sa sortie d'audience, Monsieur Umara El Mokhtar Sissoco EMBALO a expliqué à la presse l'objet de sa visite en ces termes : « Je suis venu pour le renforcement de notre coopération bilatérale entre la Guinée-Bissau et le Burkina Faso. Comme vous le savez, moi j'ai des relations particulières avec le Burkina Faso. Depuis quelques années, je fréquente le Burkina

Faso, donc chaque fois que je peux passer au Burkina pour dire bonjour au grand frère (NDLR : le Président du Faso), je le ferai. Egalement, j'ai un rapport très spécial avec mon cher ami et frère, votre ministre des Affaires étrangères, Alpha BARRY. C'est pour cela que j'ai fait un tour ce matin brièvement pour voir le grand frère le Président du Faso ».

Poursuivant, le Premier ministre de la Guinée-Bissau a ajouté que « c'est aussi une occasion de saluer notre commissaire Madame Minata SAMATE/CESSOUMA et exprimer notre solidarité avec le Burkina Faso pour les attaques terroristes perpétrées au Nord du pays.

On ne pouvait pas rester insensible

face à ces évènements ». Répondant à une question relative au mandat qui lui a été confié pour organiser la transition dans son pays, Monsieur Umara El Mokhtar Sissoco EMBALO rassure.

« J'ai déposé ce matin mon programme de gouvernement. Le compte à rebours a commencé pour les deux ans à venir pour organiser les élections et mettre en œuvre la révision de la Constitution », a-t-il précisé.

**La Direction de la Communication
de la Présidence du Faso**



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Pose de la première pierre de la réhabilitation et de l'extension de Azalaï Hôtel Indépendance

Région du Centre

Le Premier ministre Paul Kaba THIEBA a procédé ce 03 février 2017, à la pose de la première pierre de la réhabilitation et de l'extension de Azalaï Hôtel Indépendance.

L'infrastructure avait subi les effets collatéraux de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014. Les travaux qui dureront dix-huit mois coûteront plus de 13 milliards de F CFA supportés par la BOAD à hauteur de 7 milliards, par la Banque Atlantique à plus de 2 milliards et le reste par les actionnaires de la Société burkinabé de promotion hôtelière. Au terme des travaux, les capacités d'hébergement de l'hôtel passeront à 230 chambres et suites de standing 4*.

Selon Mossadeck BALLY, PDG du Groupe Azalaï Hôtels, ce projet de réhabilitation et d'extension va créer plus de 500 emplois directs et indirects pour la jeunesse de notre pays. «C'est notre contribution au PNDES» a-t-il laissé entendre. Une contribution bien accueillie par le Chef du gouvernement qui estime que ce projet va en droite ligne avec la détermination de son gouvernement à mettre en œuvre le PNDES.

«C'est la concrétisation de l'engagement du secteur privé à nous accompagner dans ce sens» a dit Paul Kaba THIEBA qui a vivement salué et encouragé l'initiative qui va apporter un dynamisme nouveau au secteur touristique de notre pays.



Photo de famille.



Pose de la première pierre par la Premier ministre Paul Kaba THIEBA.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

POINT DE PRESSE DU GOUVERNEMENT : Le ministre des transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière apporte des réponses aux préoccupations des journalistes

Région du Centre



Le ministre des transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière.

Le Gouvernement du Burkina Faso a tenu le jeudi 02 février 2017, son traditionnel point de presse. Le ministre porte-parole du gouvernement avait à ses côtés le ministre de la Justice, des droits Humains et de la Promotion Civique, René Bagoro et le ministre des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière, Souleymane Soulama.

Dans sa déclaration liminaire, le Ministre Soulama a remercié les journalistes des différents organes de presse pour leur travail d'accompagnement de l'action gouvernementale, de l'éclairage et de la sensibilisation de l'opinion publique dans les domaines et missions de son département,

à travers les nombreuses émissions radiophoniques, télévisuelles et de presse écrites liées à l'incivisme, à l'insécurité routière diffusés gracieusement.

Selon le Ministre, la dénomination de son département indique clairement la volonté des plus hautes autorités d'avoir créé un secteur des transports professionnels qui soutient l'économie nationale mais également, la bonne organisation de la mobilité des citoyens dans les grandes villes, les pôles économiques de notre pays. Toute chose qui participe à la fluidité de la circulation des personnes et des biens. Le ministre Soulama relève par ailleurs que les acteurs de son département se sont attelés à reformer et à dynamiser

certains volets de leurs secteurs activités. Il précise d'abord que des réformes ont été instaurées dans le domaine de la sécurité routière mais les événements dramatiques survenus en 2016 ont contribué à ralentir le processus.

Le ministre a décliné les grandes lignes du jour qui sont entre autres, l'insécurité routière liée à l'excès de vitesse des cars de transports de voyageurs, l'encombrement lié à la circulation des camions poids lourds dans les grandes agglomérations, et l'insécurité liée à l'usage du gaz butane par certains taximen.

À l'issue de la déclaration liminaire de Souleymane Soulama, il s'est prêté aux questions qui préoccupent

La suite à la page 10



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

les journalistes. Ces questions ont tourné autour des dispositions prise par le ministère en charge des transports en vue de régler la circulation dans la ville de Ouagadougou, le respect de la vitesse des camions poids lourds, et les sanctions prises à l'encontre des taximen qui continuent toujours d'utiliser le gaz butane. Concernant la circulation des véhicules poids lourds, Souleymane Soulama a souligné que le ministère en charge des transports et la mairie vont œuvrer à trouver des aires de stationnement à fin de permettre aux gros porteurs d'éviter l'embouteillage pendant les heures de pointe.

Le ministre a indiqué que pour l'excès de vitesse, son département et ceux en charge de l'administration territoriale et de la défense nationale ont élaboré

et adopté la réglementation instituant la pose de limiteurs de vitesse dont la mise en œuvre est progressive. Concrètement, il s'agit d'un arrêté interministériel portant obligation d'installation d'un dispositif de limitation de vitesse et de contrôle de temps de conduite et de repos dans les véhicules de transport routier et d'interdiction de transport mixte.

«Présentement, le Centre de contrôle de véhicule automobile (CCVA) est équipé d'un banc d'essai pour contrôler les limiteurs de vitesse. Également, un dispositif de surveillance par radar sur les grands axes contrôlés par l'Office national de sécurité routière (ONASER), la police et la gendarmerie nationale est effectif».

Au sujet de la facilitation de la mobilité des usagers dans la ville de Ouagadougou, le

ministre Soulama mentionne que le gouvernement a autorisé le ministère de l'enseignement supérieur pour l'acquisition de 135 bus pour améliorer la mobilité des étudiants. Le ministère en charge des transports prévoit également l'acquisition de 150 bus pour faciliter la mobilité urbaine.

Comme il fallait s'y attendre la question de passation de marché de 15 milliards pour le recrutement d'un prestataire pour la modernisation et la sécurisation des titres de transports et la réimmatriculation des véhicules s'est posée. A cette question, le Ministre a simplement signalé que le gouvernement gère ce dossier au nom de la continuité de l'État et comme le dossier est devant la justice, il évite de faire de réagir par rapport aux questions de justice.

Négociations Gouvernement-Syndicats des travailleurs : Paul Kaba THIEBA rassure que le Gouvernement va tenir ses engagements

Région du Centre

Après une semaine de concertations et d'échanges, les négociations Gouvernement-Syndicats des travailleurs, au titre de l'année 2016, ont livré leurs conclusions le mardi 1er février 2017, confortant ainsi l'importance du dialogue social dans la mise en place d'un environnement de travail apaisé. Cette rencontre s'est soldée par la prise de différents engagements assortis d'échéances pour leur mise en œuvre. Le Premier ministre Paul Kaba THIEBA qui a présidé les

travaux a salué l'esprit d'union et de sérénité qui a prévalu tout au long des négociations. Les organisations syndicales se disent « partiellement satisfaites ».

Le communiqué final qui a sanctionné les travaux de la rencontre Gouvernement-Syndicats des travailleurs au titre de l'année 2016 fait ressortir de nombreux points d'accord sur l'ensemble des préoccupations soulevées par les partenaires sociaux. Les conclusions ont fait état surtout des engagements pris

par le Gouvernement vis-à-vis des organisations syndicales.

Au nombre des principaux points de négociations que sont la levée de l'Impôt unique sur le traitement salarial (IUTS) sur les primes et indemnités ainsi que la relecture du code du travail, le Gouvernement a pris des engagements à poursuivre les négociations avec les syndicats. Il envisage, pour ce faire, une rencontre extraordinaire Gouvernement-Syndicats annoncé pour ce mois de février 2017. Un projet de loi de rectification sera déposé auprès de l'Assemblée

La suite à la page 11.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.



Les organisations syndicales se disent « partiellement satisfaites ».

nationale et examiné lors de sa première session parlementaire si les conclusions de ce comité nécessitent lors de la relecture de la loi de finances 2017. S'agissant du code du travail, le communiqué final indique que le processus de relecture se poursuivra en incluant le patronat et les partenaires sociaux. Le projet de loi portant code du travail sera soumis à l'appréciation de la deuxième session parlementaire.

Pour les autres engagements du Gouvernement notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, l'exécutif a promis l'acquisition de 135 bus au profit des instituts d'enseignement supérieur et 150 autres pour

améliorer la mobilité urbaine.

Un autre engagement de l'exécutif est l'éradication des écoles sous paillettes au plus tard en 2020. Aussi, le Gouvernement s'engage-t-il à publier la liste des écoles et des cliniques réglementaires sur les sites web des ministères concernés en vue de lutter contre les établissements d'enseignement et les centres de santé « pirates », à la demande des organisations syndicales. Les conclusions de la rencontre mentionnent également que les processus nécessaires à la transformation des Editions Sidwaya et de la Radiodiffusion télévision du Burkina en société d'Etat sont en marche...

Les organisations syndicales à travers leur président de mois, Paul N. Kaboré, ont une appréciation mitigée de la rencontre. « Les négociations ont abouti à des réponses partiellement satisfaisantes pour les travailleurs en particulier et les populations en général », a-t-il fait remarquer. Il a, par ailleurs, exprimé l'attachement de l'Unité d'Action syndicale au dialogue social, sincère, constructif et fructueux. Toute chose qui implique, selon lui, le respect mutuel des acteurs, le respect de la parole donnée et la mise en œuvre effective des engagements pris.

Quant au Chef au du Gouvernement qui a présidé les travaux, il s'est félicité du fait que les travaux se sont déroulés dans une très bonne ambiance. « On a vraiment senti que l'esprit dans lequel nous travaillons est un esprit burkinabè. Il n'y a pas eu d'animosité. Au contraire je vois qu'il y a un esprit qui est à l'union, à l'unité, à la solidarité et c'est cela qui est important. C'est pourquoi durant tous ces jours nous avons pu négocier dans la sérénité aussi bien sur les revendications au titre de l'année 2015 qu'au titre de l'année 2016 », s'est réjoui Paul Kaba THIEBA. Pour lui, la mise en œuvre des conclusions permettra de résoudre de nombreuses préoccupations du monde du travail au Burkina Faso et de renforcer la gouvernance au niveau national.

Et Paul Kaba THIEBA d'ajouter que son Gouvernement tiendra ses engagements et donnera des suites appropriées aux conclusions issues de cette rencontre. Il a invité l'ensemble des travailleurs à l'union et à la solidarité pour impulser le développement du Burkina Faso.

DCI/PM

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprises, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +22664200026 / +22672080303 / +22661080303 / +22672070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste : Camp Officer - Sud-Soudan

Position: Agent Camp

Date de début: ASAP

Lieu: Juba, Soudan du Sud

Type de contrat: Fixe Durée du contrat

Durée du contrat: 6 mois, renouvelable

Niveau de risque de sécurité: Très Risky

A propos de ACTED

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour soutenir les personnes dans le besoin urgent et de protéger la dignité des personnes, tout en créant plus des possibilités à long terme pour une croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

efforts pour répondre aux crises humanitaires et renforcer la résilience ACTED; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, d'une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche d'ACTED va au-delà de l'urgence immédiate vers des possibilités de plus des moyens de subsistance reconstruction à long terme et le développement durable.

Avec un budget de 190 millions

d'euros en 2015, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 495 projets par an pour atteindre plus de 11 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et 4,300 personnel national.

Profil du pays

Nombre de projets: 25

Nombre de zones: 5

Nombre de personnel national: 317

Budget annuel (EUR): 20,78

Nombre de bureaux: 6

Nombre de membres du personnel international: 49

Contexte de position et les défis clés

ACTED a été présent dans le Sud-Soudan depuis 2007, et est actuellement en exploitation dans l'Ouest Bahr-el-Ghazal, Warrap, Jonglei, Haut-Nil, des lacs, et les Etats d'Equatoria Central. ACTED se concentre sur urgence et de secours des travaux autour de l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène; les infrastructures de base; la sécurité et les moyens de subsistance alimentaire; et la gestion des camps intégré. Toutes ces interventions continuent de fournir une assistance de base et de sauver la vie des populations vulnérables, en particulier les personnes déplacées, les réfugiés et les communautés d'accueil.

Depuis la fin du conflit sud-soudanais qui a éclaté en Décembre 2013, ACTED a été de contribuer à la prestation de services humanitaires à 1,7 millions de personnes déplacées, 270,767 réfugiés, et 5,1 millions de personnes dans le besoin. ACTED continue à fournir des services de gestion des camps dans 2 Protection des (POC) Sites civils, 1 règlement informel et 2 camps de réfugiés, tout en contribuant au Camp de coordination en tant que co-chef de

file du cluster Camp Coordination et gestion des camps. Reconnaisant l'importance de l'engagement dans le relèvement précoce à la transition vers des solutions durables, ACTED soutient les communautés dans l'amélioration de leurs moyens de subsistance à travers la promotion d'activités génératrices de revenus, groupes d'épargne communautaires et les écoles Agro Pastoral de terrain dans le Grand Bahr al Ghazal, Grand Haut-Nil et des lacs.

Améliorer la prestation efficace des services dans les sites de déplacement

En tant que gestionnaire du camp, ACTED coordonne la prestation des services aux personnes déplacées et des réfugiés dans Maban, Awerial, Bor et Juba Comtés bénéficiant d'un total de plus de 140.000 réfugiés et 110.000 personnes déplacées. Dans le cadre des interventions de gestion des camps, l'équipe d'ACTED au Soudan du Sud d'entreprendre une approche multisectorielle pour établir et renforcer les structures de gouvernance interne, d'assurer l'accès à des installations d'eau et d'hygiène, de faciliter la paix entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées, et d'accroître la protection des personnes besoins spéciaux. Un haut accent a été mis dans l'établissement de la responsabilité et système de rétroaction sur les différents sites de déplacement pour améliorer la prestation des services.

Garantir l'accès à l'eau potable et à un milieu de vie sanitaire et hygiénique

En 2015, ACTED la priorité à la fourniture de services d'eau et d'assainissement pour les personnes à risque d'épidémie de maladie, ainsi que les populations déplacées avec un accès limité aux installations d'eau et d'assainissement. ACTED a été l'expansion de la prestation de services d'eau et d'assainissement à la population de réfugiés de

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

Doro, Kaya et Gendrassa camp et les pratiques d'assainissement améliorés dans les zones rurales, comme le comté d'Akobo.

Améliorer la sécurité alimentaire et l'accès aux moyens de subsistance

Les interventions d'ACTED focud sur le traitement d'abord les besoins de sécurité alimentaire désastreuses des populations déplacées par le biais de distributions alimentaires d'urgence dans les personnes déplacées et les camps de réfugiés, tout en travaillant à améliorer la résilience des personnes vulnérables à travers le pays par le biais de semences et d'outils distributions et l'offre de nourriture pour la construction d'actifs de la communauté. Grâce à cette approche, ACTED vise à la fois à l'insécurité alimentaire d'adresse dans les populations déplacées tout en renforçant la résilience de la population dans la transition vers le relèvement précoce, la gestion pour atteindre plus de 150.000 bénéficiaires.

La transition vers le relèvement précoce

Alors que le pays se remet lentement de les ravages causés par des décennies de conflit, la programmation d'ACTED se concentrer de plus en plus sur la construction de la résilience et l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres et déplacées du pays. Aller de l'avant, l'équipe du camp d'ACTED se penche sur l'élaboration et l'exécution des plans complets pour le retour ou l'intégration des populations déplacées. Deuxièmement, ACTED vise à augmenter le niveau de vie et d'assurer les moyens de subsistance de la population du Sud-Soudan, par l'intermédiaire d'accroître l'accès à des activités génératrices de revenus et des revenus durables, la lutte contre les facteurs sous-

jacents de l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

Rôles et responsabilités clés

Principales responsabilités:

Ø Mettre en place et assurer un système transparent de gestion, y compris la coordination des services et d'autres activités.

Ø Superviser la mobilisation et la participation de la population allouée dans le système de gestion du camp, avec un accent sur l'insertion des femmes

Ø Superviser la maintenance de l'infrastructure du camp.

Ø Mettre en place un système de gestion de l'information dans le camp, y compris la collecte et la fourniture de données et le partage transparent de l'information.

Ø Suivi de la fourniture de services dans tous les secteurs du camp selon les directives convenues, les normes et les indicateurs.

Ø Identifier les lacunes, évaluer et analyser les besoins du camp afin d'éviter la duplication des services et des lacunes dans l'aide et la protection de la population déplacée.

Responsabilités spécifiques:

Ø Mettre en place des comités de camp dans tous les secteurs, et faire en sorte que l'égalité d'accès est faite pour les hommes / femmes, garçons / filles.

Ø Suivi et veiller à ce que les comités de camps agissent et se comportent selon le Code de conduite convenu.

Ø Favoriser l'autonomie de la population du camp et l'autonomisation dans la prise de décision dans la gestion des camps.

Ø Organiser et exécuter, et \ ou superviser le suivi de l'enregistrement de la population

du camp, mettre à jour les données de la population du camp.

Ø Faire le lien entre les différentes communautés et les groupes qui vivent dans le camp et favoriser une coexistence pacifique.

Ø Protéger les intérêts de la population du camp vers les autorités du camp, les fournisseurs de services et les parties prenantes.

Ø Assurer la liaison entre la population du camp et les fournisseurs de services et les parties prenantes

Ø Assurer la liaison entre les autorités nationales / locales, les institutions de l'Etat, la société civile et les autres parties prenantes concernées. Assurer la coordination efficace et l'échange d'informations avec eux.

Ø services d'approvisionnement nécessaires dans les secteurs techniques, le cas échéant.

Responsabilités secondaires:

Ø Mettre en œuvre un système d'enregistrement et de collecte de données

Ø Concevoir un retrait progressif du camp et une stratégie de fermeture depuis le début de l'existence du camp.

Ø Évaluer l'impact environnemental du camp et la communauté d'accueil: évaluer les impacts négatifs sur l'environnement ainsi que les activités qui pourraient prévenir ou réduire ces impacts.

Ø Toutes les principales compétences / exigences techniques relatives à la gestion du camp

Ville :

Expériences / Formation du candidat

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

L'éducation de niveau Master dans un domaine pertinent, comme les relations internationales ou le développement

Expérience en gestion de projet (gestion des compétences, planification, développement et formation du personnel) dans les programmes de développement

Expérience de travail 1-2 ans auparavant dans une position pertinente

Capacités éprouvées en leadership et de gestion nécessaires

Excellentes compétences en anglais écrit et parlé

Forte négociation et les compétences interpersonnelles, et la flexibilité en termes culturels et organisationnels

Capacité de bien et ponctuellement travailler sous pression

Langues parlées

Excellentes compétences en anglais écrit et parlé

Fonctions : Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités : Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays : Afrique, Soudan du Sud

Contrat : CDD

Durée du contrat

6 mois, renouvelable

Salaire / Indemnité

Salaire défini par la grille des salaires ACTED; d'enseignement de niveau, l'expertise, les difficultés, la sécurité et la performance sont considérés

comme des bonus de salaire

Allocation mensuelle de subsistance supplémentaire

Repas et logement fourni à la maison d'hôtes de l'organisation

Les frais de transport couverts, y compris billet de retour supplémentaire + allocation de bagages

Fourniture de services médicaux, la vie et assurance rapatriement + package de retraite

Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyer votre demande, y compris une lettre de motivation et CV à jobs@acted.org sous Ref: CO / SSD

Email de la personne contact jobs@acted.org

Date de fin de validité
28/02/2017



Assemblée de lancement du REESIRAC, 27-28 février 2017

Les 27 et 28 février 2017 se tiendra à Douala, au Cameroun, l'Assemblée générale de lancement du Réseau des Établissements d'Enseignement Supérieur et Instituts de Recherche d'Afrique Centrale (REESIRAC).

Cette rencontre donnera l'occasion aux participants d'échanger et d'adopter des résolutions sur deux thèmes majeurs : i) le système LMD en Afrique Centrale et ii) l'assurance qualité en Afrique Centrale". L'ébauche du plan d'action du Bureau Exécutif sera également présentée.

Le Secrétaire général du CAMES, Pr Bertrand MBATCHI prendra part aux travaux, pour apporter son expertise et celle de son Institution.

Annonce CAMES



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste : Chargé de partenariats avec le Monde Economique H/F

Description

Le WWF France, première organisation mondiale de protection de l'environnement (220 000 donateurs, 3000 bénévoles, 80 salariés, 20 m€ de budget) œuvre depuis 40 ans pour la préservation des milieux naturels et des espèces animales ou végétales les plus menacées, en s'efforçant de mobiliser l'ensemble des parties prenantes : institutions internationales, nationales et locales, entreprises, grand public...

Le WWF France recherche pour sa Direction des Relations avec le Monde Economique un Chargé de Partenariats H/F.

Missions

Rattaché(e) au Responsable de Partenariats, vous participez à la mise en œuvre de la stratégie d'influence du WWF France auprès du secteur privé :

- Animation et gestion de partenariats : pilotage de projets au niveau national et international, relationnel et communication avec les entreprises, suivi administratif
- Gestion des demandes de partenariats entrantes
- Développement de partenariats entreprises :
- ciblage des acteurs en cohérence avec les objectifs de conservation du WWF et de réduction de l'empreinte écologique,
- identification des enjeux environnementaux des entreprises, évaluation de la politique environnementale de secteurs d'activité,

réalisation de due diligence, courant

- organisation de rencontres, présentation de la stratégie du WWF, rédaction de propositions commerciales, organisation et structuration de projet
- Promotion de la stratégie du WWF auprès des acteurs économiques : rencontre avec des acteurs du secteur privé afin d'influencer leurs pratiques vers une réduction de leur empreinte écologique, intervention devant des panels d'entreprises
- Relations avec l'international ; entreprises et réseau international du WWF

Ville : Poste basé à Paris 16 puis au Pré-St Gervais à compter de juin 2017

Expériences / Formation du candidat

Issu(e) d'un cursus Bac + 5 grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, 3ème cycle universitaire, avec le cas échéant une spécialisation en Développement Durable, vous disposez au minimum d'une première expérience de 2 ans sur des fonctions similaires (par exemple chef de projet RSE, chargé de mission développement durable, consulting).

Vous êtes familier(e) avec le travail en mode projet et vous connaissez les outils, méthodes et processus relatifs à la prospection commerciale. Des déplacements seront à prévoir, en France et à l'international.

Vous maîtrisez le pack office (Excel, Word, Powerpoint).

Langues parlées

Vous disposez d'un niveau d'anglais

Qualité du candidat

Pour réussir à ce poste, vous avez les qualités suivantes :

- Rigueur et sens de l'organisation
- Aisance relationnelle et rédactionnelle
- Capacité à travailler en équipe
- Proactivité
- Sens commercial et de la négociation
- Autonomie
- Diplomatie
- esprit d'analyse et de synthèse
- ténacité

Fonctions : Communication, Coordination, Gestion de projet

Activités : agriculture, Environnement, Autre

Pays : Europe, France

Contrat : CDI

Salaire / Indemnité

Selon expérience

Documents à envoyer

CV + LM

Email de la personne contact recrutement@wwf.fr

Postuler en ligne http://www.wwf.fr/nos_priorites/nous_rejoindre/?11440/Charge-de-partenariats-avec-le-Monde-Economique-HF

Date de fin de validité

28/02/2017



JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste : Un (e) Responsable Programme Reconstruction / Moyens d'existence à Bangui -RCA-

Description

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en France.

Découvrez notre histoire et nos valeurs

Situation et besoins humanitaires

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Classé 180ème sur 186 par le PNUD en 2012, 62% de la population y vit avec moins de 1,25 USD par jour. Outre cette pauvreté endémique, depuis mars 2013, le pays traverse l'une des pires crises sociopolitiques de son histoire entraînant conflits armés et exactions intercommunautaires. La faillite de l'État se traduit par le dysfonctionnement des services publics, l'insécurité permanente, et l'aggravation des tensions entre groupes armés. En mars 2013, le président, François Bozizé, est

renversé par une alliance de groupes rebelles (Séléka) qui prennent alors le contrôle du territoire. Michel Djotodia, leader des Séléka est investi Chef de l'Etat et du gouvernement de transition, à la condition de rétablir la sécurité dans le pays. Malgré ses tentatives, le Président ne parvient pas à endiguer la crise et les tensions intercommunautaires entre Séléka et Anti-balaka se propagent à l'ensemble du territoire. En Janvier 2014, il est donc remplacé par Catherine Samba-Panza, présidente de la transition, période qui doit mener aux élections fin 2015. En février 2016, Faustin Archange TOUADERA est élu président de la République.

Fin novembre 2016, on compte plus de 434 000 déplacés dans le pays. Malgré l'intervention de forces internationales (Force française Sangaris et Onusienne MINUSCA) qui a permis une relative accalmie dans la capitale, Bangui, la dégradation de la situation humanitaire est à déplorer. Cette amélioration de la situation sécuritaire a permis à certains déplacés de regagner leur quartier d'origine, cependant ces derniers ont besoin d'une assistance humanitaire pour retourner dans ces quartiers et plusieurs milliers de déplacés sont encore présents dans les sites de déplacés de Bangui, dont celui de M'Poko, l'un des plus importants du pays, géré par PUI. La sécurité reste toutefois extrêmement volatile. La tension reste vive, exacerbée par les groupes extrémistes chrétiens ou musulmans. Le moindre prétexte peut entraîner des violences communautaires, dont les populations civiles payent le prix cher. Fin septembre 2015, suite au meurtre d'un musulman, Bangui a connu une période de violence entraînant le déplacement d'environ 40 000 personnes, dans des sites ou dans des familles d'accueil. Les besoins humanitaires de ces populations vulnérables deviennent d'autant plus importants et urgents

dans cette période de crise, tout en s'additionnant aux besoins de relèvement.

Notre action sur le terrain

PUI cible les zones les plus fragiles au cœur desquelles des interventions multisectorielles sont développées au bénéfice des populations confrontées aux répercussions humanitaires de crises sécuritaires. Avant le coup d'Etat de mars 2013, déjà 1,9 millions d'habitants (soit environ 50% de la population) requéraient une assistance humanitaire (source, CAP 2012). En outre, l'extrême vulnérabilité structurelle se traduit par une faible résistance aux chocs environnementaux, économiques, sécuritaires. Selon OCHA, 2,7 millions de centrafricains ont besoin d'assistance humanitaire en 2015, soit près de 60% de la population totale.

Dans ce contexte, l'intervention de PUI vise à appuyer directement les populations dont les capacités d'absorption des chocs est faible, et à restaurer l'accès aux biens et services de base dans les zones en crise sur des secteurs tels que la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, et un appui aux populations déplacées (gestion de site, réponse d'urgence, aide au retour).

Dans le cadre de nos activités en PAYS, nous recherchons un(e) Responsable Programme Reconstruction / Moyens d'existence à Bangui.

Le/la Responsable Technique Reconstruction/Moyens d'Existence supervise la mise en œuvre du programme Reconstruction, AGR, THIMO et WASH (sensibilisation à l'hygiène, désherbage et curage de canaux), dans les quartiers précaires de Bangui. Ce poste offre l'opportunité d'être en gestion

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

directe d'activités déterminantes dans le contexte bangouais pour le retour des déplacés dans leurs quartiers d'origine.

Programmes: Il/Elle s'assure de la bonne mise en œuvre et du suivi du programme sous sa responsabilité.

Ressources Humaines : Il/Elle supervise l'équipe projet (salariés PUI et journaliers éventuels).

Logistique et administration : Il/Elle assure le suivi logistique et administratif du projet sous sa responsabilité.

Représentation: Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du programme.

Sécurité : Il/Elle contribue au respect des règles sécurité sur la base et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à son/sa responsable hiérarchique ainsi qu'au référent sécurité de la mission

Stratégie : Il/Elle contribue à l'élaboration de nouvelles interventions sur la base de besoins identifiés.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job In The field

Ville : Bangui

Expériences / Formation du candidat

Formation technique supérieur en lien avec le programme : économie, développement, Génie civil, Construction, Génie Rural.

Expérience : Humanitaire, Internationale, Technique

- Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités
- Bonne résistance au stress
- Sens de la diplomatie et ouverture d'esprit
- Bonne capacité d'analyse
- Organisation et gestion des priorités
- Force de propositions, recherche de solutions
- Capacité à travailler et manager de manière professionnelle et mature
- Capacité à intégrer l'environnement local sous ces aspects politiques, économiques et historiques

Langues parlées

Français

Fonctions : Coordination, Gestion de projet

Activités : Génie civil, Hydraulique

Pays : Afrique, Centrafrique

Contrat CDD

Durée du contrat

Salarié en Contrat à Durée Déterminée – 3 mois.

Date de démarrage: 15/02/17

Salaires / Indemnité

Salaires brut mensuel : de 1 815 à 1 980 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...

Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance

Hébergement en maison collective

Frais de vie (« Per diem »)

Régime de Break : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break

Régime de Congés Payés : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : RP Rehab Bangui

Nom de la personne contact

Natalia Montoya Chargée de Ressources Humaines Expatriées

Email de la personne contact recrutement@premiere-urgence.org

Postuler en ligne https://www.premiere-urgence.org/wp-content/uploads/2017/01/31_1_2017_RP_Reconstruction_Bangui.pdf

Date de fin de validité
28/02/2017



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays
Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

4/02/2017 AU 11/02/2017 GroupeIV

1200 logements	25 36 02 52	Musée	25 36 68 41
Afiya	25 48 83 47	Natilgé	25 36 28 00
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Nongui	25 40 84 88
Bethania	25 31 31 41	Ouédraogo	25 37 16 52
Choukouroula	25 40 93 76	Pierre Tapsoba	25 48 44 33
Circulaire Sède	25 38 44 91	Principale	25 37 54 15
Diawara	25 30 61 68	Sahel	25 31 81 95
Espoir	25 31 54 12	Sira	25 43 17 78
Gare	25 31 62 06	Somgandé	25 35 82 44
Hippodrome	25 34 02 32	Sotisse	25 36 41 48
Hôpital	25 30 66 41	Unité	25 34 39 42
Jean Paul II	25 41 81 54	Vénégré	25 43 05 87
Kadiogo	25 31 87 88	Vidal	25 31 52 88
Kouma	25 38 57 42	Vièl	25 45 98 25
Lallé	25 45 67 25	Wend Kuuni	25 36 20 15
Le Rocher	25 40 83 87	Wend Yam	25 48 30 47
Les Grâces	60 80 80 77		
Louis Pasteur	25 33 58 67		
Maignon	25 31 01 20		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO